Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1122

Artikel: Tristounette soirée
Autor: Gavillet, André
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1011506

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉLECTIONS FRANÇAISES

Tristounette soirée

Après les hymnes de Mai, les Ides de mars des socialistes français. Pourtant la droite a le triomphe modeste.

(*ag*) Comment la publication télévisée des résultats électoraux aurait-elle pu être émotionnelle, quand la campagne fut sans débat majeur ? Les Français (c'est leur manière de parler d'eux-mêmes à la troisième personne; ils ne disent pas le peuple français, comme nous le disons encore en distinguant le peuple et les cantons; même la gauche n'utilise plus la formule «le peuple de gauche»; et pourtant la Constitution de la Ve République se définit dans son principe de manière rousseauiste comme *«le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple»*), donc les Français par leur vote adressaient deux messages, comme on le dit en style commentateur: sanctionner les socialistes, mais ne rien bouleverser, sous réserve d'un traitement énergique du chômage. Le scrutin majoritaire a amplifié la sanction et les vainqueurs, le sachant, triomphaient sans triomphalisme. De surcroît, les vedettes politiques qui tournent sur le plateau de télévision reçoivent quelques recommandations préalables sur ce qu'il faut dire ou ne pas dire. Ils se répètent donc. Pour une fois, la politique télévisuelle n'était pas du spectacle.

Changer la vie

Le socialisme français a fini de payer sa prétention rhétorique d'être plus qu'une sociale-démocratie. En arrivant au pouvoir, il avait pourtant choisi de confirmer l'arrimage à la Communauté européenne. Ce choix signifiait refus du protectionnisme et libre circulation des capitaux. Donc la vigueur économique. Dès lors les formules glorieuses «changer la vie» ou «rupture avec le capitalisme», utiles comme drapeaux pour ceux qui aiment être porte-drapeaux, se trouvaient contredites par l'idéologie libérale dominante de la Communauté européenne. Il fallut le dire dès 1983 et aujourd'hui les drapeaux sont en berne.

Même les mesures sociales, réformistes, prises rapidement pour créer l'irréversible (comme l'avait fait le Front populaire avec les «congés payés») donc les 39 heures et la retraite à 60 ans, pesèrent lourd sur l'économie, sans qu'elles aient contribué à enrayer de manière significative le chômage.

Le bilan socialiste n'est pourtant pas, économiquement et nationalement, mauvais. Les Suisses ont appris à découvrir un franc français stable. La vitalité du pays se reconnaît dans l'aménagement des centres-villes, dans les constructions innovantes, dans des axes nouveaux de communication. Combien supérieure à l'Italie, que l'on voulait nous donner en exemple de «moins d'Etat» et qui ne se distingue plus par son inventivité. Même les nationalisations françaises n'ont pas été négatives. (Voir en encadré le jugement d'Elie Cohen.)

Ce que le socialisme français n'a pas réussi, c'est d'aller jusqu'au bout de la décentralisation amorcée pas Gaston Defferre. Mitterrand y a vu le risque que se renforcent par région des bastions conservateurs. On a eu peur de toucher à des monuments proches du pouvoir socialiste comme l'éducation nationale, alors qu'elle pourrait être le lieu de la dynamique d'une décentralisation de la gauche.

En contraste, frappait le monarchisme présidentiel, ses grands chantiers prioritaires, tous dans la capitale, accentuant le renforcement excessif de la région parisienne; et comme le règne est long, les habitudes courtisanes.

Dans la marge de manœuvre étroite que lui laissait le libéralisme européen, le socialisme français s'est peu consacré aux domaines où il pouvait un peu, mais réellement, changer la vie, dans l'aménagement du territoire. On vit surtout les mises en scène gratuites des ministres successifs des villes et banlieues, l'absence de réponse à la désertification de vastes régions.

Et maintenant

Il n'est pas certain que la droite portée au pouvoir, qui se dit pourtant libérale, ait accepté avec la même conviction que la gauche socialiste (Chevènement mis à part) la logique européenne. Les risques de fracture sur ce sujet sont élevés. Chirac fut l'auteur de l'appel de Cochin et un de ses démons est de croire qu'il faut frapper un grand coup lorsque la grandeur de la France est en cause. Pour la grandeur de la France, il y a pourtant le Clémenceau, qui appareille chaque fois qu'il faut.

Pour de telles poses viriles, on pourra aussi compter sur ce Parlement qui reste «couillu»: 35 femmes sur 577 députés. Ce n'est pas encore les printemps de femmes, en France.

Quant à la politique économique, si l'on se refuse à augmenter la quote-part des prélèvements, si l'on ne veut pas toucher à la défense nationale, mais renforcer la sécurité, alléger les charges des entreprises, etc, qui paiera ? La marge de manœuvre est étroite, c'est une redite. La droite peut espérer les effets d'un programme de relance (bâtiments), puis le retournement de la conjoncture. La politique, apprentissage de la modestie.

Quant au socialisme français, après la rupture avec sa rhétorique, s'il sait rompre aussi avec son jacobinisme favorisé par le régime présidentiel, il a encore devant lui un large champ d'action, critique et inventif. ■

Nationalisations

La nationalisation a été un échec idéologique et une réussite capitaliste. Dans le capitalisme sans capitaux à la française, la nationalisation a permis de socialiser les pertes et les coûts de la reconversion, elle a offert une protection anti-OPA efficace, elle a préservé la France des effets ravageurs de la spéculation et elle a même favorisé une stratégie audacieuse d'investissements français à l'étranger.

La privatisation est dans la logique de la modernisation capitaliste réussie par les socialistes. Elle s'impose car les groupes concurrentiels n'ont plus besoin de béquilles et que l'Etat est un très mauvais actionnaire par temps calme. Du reste, les engagements européens et la crise des finances publiques à venir ne nous laissent guère le choix.

Elie Cohen, dans une interview parue dans *Le Monde* le 23.02.1993.

Vacances

DP ne paraîtra pas pendant la période de Pâques. Le prochain numéro sortira donc le 22 avril.

Nous souhaitons à tous nos lecteurs un beau début de printemps.